



FIDUCIAL

AUDIT

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DÉFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

Association pour la Gestion des Restaurants des

Administrations Financières

A.G.R.A.F

Association Loi 1901

8, avenue des Minimes-BP 73

94300 Vincennes

**Rapport du commissaire
aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

***Association pour la Gestion des Restaurants des
Administrations Financières
A.G.R.A.F
Association Loi 1901***

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée Générale de l'Association pour la Gestion des Restaurants des
Administrations Financières – A.G.R.A.F,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association pour la Gestion des Restaurants des Administrations Financières – A.G.R.A.F, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité de direction arrêté le 4 mai 2023 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 22 mai 2023
Le commissaire aux comptes

FIDAUDIT
Membre du réseau Fiducial

**Francois
Pinault**

Signature
numérique de
Francois Pinault
Date : 2023.05.22
18:24:56 +02'00'

François PINAULT



Association pour la Gestion des Restaurants des Administrations Financières
8 avenue des Minimes - BP 73
94370 VINCENNES
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
www.agraf-assn.fr

COMPTES ANNUELS

**EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2022**

ASSEMBLEE GENERALE DU 29 juin 2023

SOMMAIRE

BILAN.....	4
COMPTE DE RESULTAT.....	6
1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	7
1.1. PRINCIPES GENERAUX.....	7
1.2. PRINCIPALES METHODES UTILISEES.....	7
1.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7
1.2.2. DUREE ET MODE D'AMORTISSEMENT.....	7
1.2.3. STOCKS	7
1.2.4. CREANCES	8
2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN	8
2.1. BILAN ACTIF	8
2.1.1. TABLEAU DES IMMOBILISATIONS	8
2.1.2. TABLEAU DES AMORTISSEMENTS.....	8
2.1.3. ACTIF CIRCULANT.....	9
2.1.3.1. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	9
2.1.3.2. COMPTES DE REGULARISATION	9
2.2. BILAN PASSIF	9
2.2.1. FONDS PROPRES.....	9
2.2.2. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10
2.2.3. AVANCES CLIENTS-DEPOTS USAGERS.....	10
2.2.4. DETTES.....	10
2.2.5. CHARGES A PAYER.....	10
2.2.6. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE.....	11
3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	11
3.1. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CLIENTS	11
3.2. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	11
3.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	12
3.4. PRODUITS FINANCIERS	12
3.5. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS / TRANSFERT DE CHARGES.....	12
3.6. MISE A DISPOSITION DE MOYENS PAR LE MINISTERE	12
3.6.1. SERVICES ADMINISTRATIFS DU SIEGE	12
3.6.2. MISE A DISPOSITION DES LOCAUX PAR LE MINISTERE	12
3.6.3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	12
3.7. PERSONNEL.....	13
3.7.1. CHARGES DE PERSONNEL.....	13
3.7.2. VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL AGRAF EN 2022	13
3.7.3. ENGAGEMENTS DE RETRAITE	13
3.7.4. ENGAGEMENTS DECES	13
3.7.5. INFORMATION SUR LES REMUNERATIONS	13
ANNEXES.....	14

BILAN



BILAN AU 31/12/2022

ACTIF	EXERCICE 2022		EXERCICE 2021		PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS ASSOCIATES		
<u>Immobilisations incorporelles</u>					Fonds propres		
Concessions, brevets et licences	1 081 181	889 834	191 247	157 645	Fonds associatifs valeur patrimoniale intégrée	2 298 493	2 298 493
<u>Immobilisations corporelles</u>					Fonds associatifs réserves diverses	1 106 456	1 103 456
Installations techniques & Matériel et outillage industriels	10 402 487	8 236 525	2 172 961	1 388 188	Résultat de l'exercice	1 156 547	1 240 451
Install. générales, agencements et aménagements					sous total	4 562 486	4 642 389
Véhicules	9 989	-	9 989	9 989	Autres fonds associatifs		
Mobilier, matériel de bureau et informatique	2 551 734	2 255 088	296 637	358 717	Fonds associatifs avec droit de reprise	1 749 959	7 688 728
Immobilisations en cours/avance terrain	79 185		79 185	-	Fonds associatifs rapls	0	-5 785 177
<u>Immobilisations financières</u>					Résultat sous contrôle de tiers financiers	2 238 133	987 682
Cautions versées	80 152		80 152	65 744	sous total	3 988 132	2 901 231
TOTAL I	14 220 708	12 381 537	1 839 151	1 989 293	TOTAL I	8 550 628	7 648 631
ACTIF CIRCULANT					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<u>Stocks et en-cours</u>					Provisions pour risques	193 300	138 000
Matières premières et approvisionnements	458 188		458 188	387 700	Provisions pour charges	12 385	13 100
Avances et acomptes versés, acomptes	19 130		18 136	101 654	TOTAL II	205 685	143 100
Acomptes fournisseurs	18 138		18 136	101 654	FONDS PERIES		
<u>Créances</u>					Sur subvention de fonctionnement		183 000
Créances	992 730		992 730	868 548	TOTAL III	0	183 000
Clients	23 483	0	23 483	208 038	DETTES		
Autres créances :						4 598 542	3 838 480
Personnel	0		0	20 101	Acomptes reçus	0	0
Subventions	0		0	97 142	Avances clients - Dépôts Usagers	428 859	474 392
Participations des organismes conv.					Fournisseurs et comptes rattachés	1 757 023	1 348 137
Créances diverses	669 276		669 276	541 210	Personnel	1 564 012	1 179 514
<u>Disponibilités</u>					Organismes sociaux et fiscaux	948 648	898 477
Valeurs mobilières et comptes à terme	12 005 710		12 005 710	11 005 576	COMPTES DE REGULARISATION		
Chèques à encaisser			0	0	Provisions constatées d'absence	4 218 765	3 915 872
Banques	2 455 960		2 455 960	1 980 268	TOTAL IV	8 916 397	7 712 432
Caisse	28 825	0	28 825	14 637	TOTAL ACTIF (I + II + III + IV)	17 672 822	16 887 163
COMPTES DE REGULARISATION							
Charges constatées d'absence	176 543		176 543	151 677			
TOTAL II	15 833 471	0	15 833 471	13 987 870			
TOTAL ACTIF (I + II)	30 054 179	12 381 537	17 672 822	15 987 183			

COMPTE DE RESULTAT



COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2022

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021	PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
<u>Consommations de l'exercice en provenance des tiers</u>	8 798 797	7 642 029	<u>Ventes et production vendue</u>	8 451 270	6 984 388
Achats de matières premières et autres approvisionnements	5 920 085	4 711 842	Production vendue	6 407 600	4 853 058
Dont EGALIM	2 925 592	544 510	Participations reçues conventions	715 511	424 001
Variation des stocks	80 949	52 361	Produits des activités annexes	1 327 859	657 341
Autres achats et charges externes :					
Matières et fournitures non stockées	638 416	847 528	<u>Production consommée</u>	167 337	138 063
Entretien, contrats, honoraires, déplacements et autres serv. ext.	2 180 245	2 035 020	Avantages en nature - Restauration	157 337	133 063
<u>Impôts, taxes et versements assimilés</u>	180 589	186 715	<u>Subventions d'exploitation</u>	13 043 074	12 363 561
Participation à la formation professionnelle continue	134 482	141 153	Subvention de fonctionnement de l'exercice	12 168 151	11 263 973
Autres impôts, taxes et versements assimilés	46 117	45 562	Reprise Fonds dédiés	0	280 000
<u>Charges de personnel</u>	10 676 909	9 445 412	Subvention interministérielle	679 472	681 045
Salaires et traitements	8 004 077	7 152 010	Subvention just-trimistérielle au titre des conventions		
Charges sociales	2 671 832	2 293 401	Autres subventions reçues	28 222	36 544
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>	624 328	649 769	<u>Reprises sur provisions et transferts de charges</u>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	461 028	498 789	Reprises sur provisions pour charges d'exploitation	-	-
Pour risques et charges : dotations aux provisions	63 300	50 980	Transferts de charges	-	-
<u>Autres charges</u>	119 906	41 142	<u>Autres produits</u>	501 978	8 601
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	Produits divers de gestion courante	501 978	8 601
Charges diverses de gestion courante	119 906	41 142			
TOTAL I	21 169 543	17 785 089	TOTAL I	22 233 880	18 484 628
CHARGES FINANCIÈRES			PRODUITS FINANCIERS		
Autres charges financières	-	-	Revenus des valeurs mobilières de placement	5 710	5 576
TOTAL II	-	-	Produits nets sur cessions mobilières de placement	-	-
			TOTAL II	5 710	5 576
CHARGES EXCEPTIONNELLES			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<u>Sur opérations de gestion</u>	9 357	388	<u>Sur opérations de gestion</u>	133 155	7 988
Pénalités et amendes	473	388	Pénalités	27 579	5 287
Autres charges exceptionnelles	8 880	-	Pertes de cartes	4 248	2 680
Créances irrécouvrables	-	-	Autres produits exceptionnels	101 330	-
Charges exceptionnelles sur exercice précédent	-	-	Produits exceptionnels sur exercice précédent	-	-
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-	-	Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	-	-
<u>Sur opérations en capital</u>	6 740	4 601	Produits exceptionnels divers	-	-
VCEAC - Immobilisations corporelles	6 740	4 601	<u>Sur opérations en capital</u>	-	504 390
Charges exceptionnelles diverses	-	-	Quota-part de fonds associés avec droit de reprise virée au compte de résultat	-	504 390
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>	-	-	<u>Reprises sur provisions et transferts de charges</u>	-	-
Pour risques et charges : dotations aux provisions	-	-	Reprises sur provisions pour risques	-	-
TOTAL III	16 097	5 587	TOTAL III	133 155	512 356
<u>Impôts IV</u>	1 338	1 338			
Impôts dus sur comptes à terme	1 338	1 338			
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV)	21 218 978	17 792 012	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	22 372 624	19 012 463
Résultat de l'exercice (bénéfice)	1 155 645	1 240 451			
TOTAL GENERAL	22 372 624	19 012 463	TOTAL GENERAL	22 372 624	19 012 463
<u>Contributions volontaires en nature</u> (suivant décret en annexe)	1 039 252	689 570	<u>Contributions volontaires en nature</u> (suivant décret en annexe)	1 039 252	689 570

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Après des mois de pandémie de Covid 19, l'amélioration de la situation sanitaire a permis de retrouver sur la 2nde moitié de l'année un fonctionnement quasi normal et un retour à un mode de fonctionnement opérationnel semblable à celui pré-Covid, tout en restant néanmoins très en deçà de la fréquentation avec seulement 69 % des couverts de 2019 constatés sur les 12 mois de l'exercice. En nette hausse vs 2021 avec + 16 points de fréquentation.

Les restaurants de Boucry et Saint Sulpice ont fermé au 13 juillet de façon définitive pour le 1^{er} et pour travaux au 4 mars pour le 2nd.

Des travaux de rénovation supervisés et lancés par le Secrétariat Général, se sont poursuivis et ont été finalisés en 2022 avec :

- La cafétéria Vauban sur Bercy ;
- Le réagencement d'une partie de la salle du restaurant Diderot ;
- La création d'un espace Toilette dans le restaurant Le Club ;
- Le remplacement de ligne de production chaude lors de la reprise du restaurant DDFIP 94 de Créteil ;
- Le démarrage des travaux de rénovation du restaurant Saint Sulpice.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes généraux

- « Les états financiers ont été établis en conformité avec les différents principes comptables généraux du règlement ANC 2014-03 sous réserves des dispositions particulières énoncées dans le règlement ANC 2018-06 relatif au plan comptable associatif applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 ».
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2. Principales méthodes utilisées

1.2.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par l'association avant le 1^{er} janvier 1994 ont été valorisées à leur valeur d'utilité sur la base d'un inventaire physique réalisé au cours de l'exercice 1994.

Les immobilisations corporelles acquises à partir du 1^{er} janvier 1994 sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ces immobilisations sont, depuis le 1^{er} janvier 2003, comptabilisées H.T.

1.2.2. Durée et mode d'amortissement

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés selon le mode linéaire sur une durée de :

- logiciels : 2 à 4 ans
- agencements et installations générales : 6 à 10 ans
- matériel et outillage : 3 à 10 ans
- matériel et mobilier de bureau, matériel informatique : 5 à 10 ans

1.2.3. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode «premier entré, premier sorti».

Ces stocks d'une valeur de 456 168 € en 2022 contre 367 700 € en 2021 se décomposent comme suit :

- Denrées :	281 721 €
- Boissons :	28 884 €
- Consommables :	106 001 €
- Produits lessiviels :	37 710 €
- Autres produits :	1 852 €

1.2.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

1.2.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur de marché.

L'AGRAF a souscrit auprès du CREDIT MUTUEL :

- Livret OBNL TRIPLEX : 2 000 000 EUR au taux : 0.100 %
- Livret OBNL TRIPLEX tiroir 2 : 8 000 000 EUR au taux : 0.050 %
- Livret OBNL TRIPLEX tiroir 3 : 2 000 000 EUR au taux : 0.010 %

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2.1. BILAN ACTIF

2.1.1. Tableau des immobilisations

	Solde 31/12/21	Acquisitions	Diminutions	Solde 31/12/22
Immobilisations incorporelles				
CONCESSIONS,BREVETS ET LICENCES	1 038 978	42 203	0	1 081 181
Immobilisations corporelles				
INST TECH MAT ET OUT INDUSTRIEL	10 601 914	30 013	222 441	10 409 486
AUTRES IMMO CORPORELLES	2 567 643	49 305	55 225	2 561 723
IMMOBILISATIONS EN COURS	0	79 165	0	79 165
Immobilisations financières				
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	85 744	3 408	0	89 152
	14 294 278	205 094	277 666	14 220 706

2.1.2. Tableau des amortissements

	Solde 31/12/21	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/22
Immobilisations incorporelles				
CONCESSIONS,BREVETS ET LICENCES	871 333	18 601		889 934
Immobilisations corporelles				
INST TECH MAT ET OUT INDUSTRIEL	9 235 716	323 140	322 333	9 236 523
AUTRES IMMO CORPORELLES	2 197 937	119 286	62 125	2 255 098
	12 304 986	451 027	384 458	12 381 557

2.1.3. Actif circulant

L'état des échéances des créances de l'actif circulant est le suivant :

Créances	montants nets	échéance	
		à un an au plus	A plus d'un an
créances clients et comptes rattachés	264 983	264 983	
autres créances	- 342 089	- 342 089	
créances diverses	648 549	648 549	
total	571 443	571 443	

Les créances clients et comptes rattachés se décomposent de la façon suivante :

- Facturation émises des restaurants (cocktail / forfait / HDM) : 134 631 €
- Clients du club : 29 119 €
- Factures des conventions : 113 793 €

Les autres créances se décomposent de la façon suivante :

- Subventions interministérielles (PIM) avoirs : - 241 521 €
- Personnel : - 100 568 €
- TVA : 648 549 € sur la TVA à récupérer, notamment sur les immobilisations

3.1.3 Valeurs mobilières de placement

Les informations relatives à ce poste figurent dans le paragraphe 2.2.5 du présent document.

3.1.4 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance d'un montant de 175 543 € dont le détail se trouve en annexe, se résument comme suit :

Le loyer du siège du 1 ^{er} trimestre 2023	107 389 €
La maintenance annuelle 2023 sur Talentia	20 664 €
Diverses charges	47 490 €

2.2. BILAN PASSIF

2.2.1. Fonds propres

3.2.1.1 Fonds propres

Les fonds propres sont constitués des comptes :

Valeur du patrimoine intégré : 2 298 493 €

Réserves diverses : 1 108 466 €

Résultat de l'exercice 1 155 547 €

3.2.1.2 Autres fonds propres

Les autres fonds propres sont constitués des comptes :

Fonds « associatifs » avec droit de reprise : 1 749 999 €

Avec un résultat sous contrôle de tiers financeurs de : 2 238 133 € au 31/12/2022

Soit un total **Autres Fonds Propres** de : 3 988 132 €

3.2.1.2.1 Fonds «associatifs» avec droit de reprise (nets)

Ces fonds correspondent au montant de l'actif net immobilisé (hors cautionnements versés) soit 1 749 999 € (14 131 556 € de valeur brute auxquels sont déduits 12 381 557 € d'amortissements).

Détail des mouvements :

- Fonds «associatifs» avec droit de reprise

Solde au 1 ^{er} janvier 2022	1 903 549 €
Investissements 2022	235 054 €
Immobilisations en cours 2022	79 165 €
Dotations amortissements 2022	- 461 029 €
VNC s/cession 2022	- 6 740 €

3.2.1.2.2 Résultat sous contrôle de tiers financeurs

Depuis 2007, la convention d'objectifs et de moyens (COM) entre l'Etat et l'AGRAF prévoyait à la fois un droit de reprise de la part du Ministère et une condition résolutoire pouvant le conduire à demander le reversement des excédents dégagés et non consommés à la clôture de l'exercice N+5, ce qui se serait traduit par la constatation d'une charge dans les comptes de l'association par la contrepartie d'une dette vis-à-vis du ministère.

Ainsi, il a été décidé d'adopter le mécanisme des résultats sous contrôle des tiers financeurs prévu par le règlement 2018/06 de l'ANC. Ce mécanisme conduit à affecter le résultat de l'exercice N dans un compte 115 « Résultats sous contrôle de tiers financeurs » après l'approbation annuelle des comptes de l'association et d'imputer sur ce report à nouveau, avec l'accord du ministère, les éventuels déficits ou dépenses spécifiques générés les exercices suivants.

La dernière convention d'objectifs et de moyens (COM) qui s'est terminée le 31 décembre 2019 a été remplacée par une convention d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) entre l'Etat et l'AGRAF conclue pour une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 renouvelable une fois par tacite reconduction. L'avenant n°1 à la COMP signé pour l'année 2022 prévoit dans son article 8 : *L'association peut être autorisée par le Secrétaire Général à reporter l'excédent de subvention constaté au titre d'un exercice sur l'exercice suivant. Les propositions d'affectation de cet excédent seront présentées au conseil de surveillance.*

2.2.2. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques d'un montant total de 205 689 € correspondent :

- Aux risques évalués d'indemnités à payer dans le cadre de litiges prud'homaux pour 193 300 €
- A la provision pour médailles du travail pour 12 389 €

Tableau de variation :

	Solde 31/12/21	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/22
PROVISIONS POUR LITIGES	130 000	63 300		193 300
PROVISIONS POUR MEDAILLES DU TRAVAIL	13 100		711	12 389
	143 100	63 300	711	205 689

L'AGRAF a constitué, pour couvrir la charge potentielle, une provision de 12 389 €. Elle a été établie en tenant compte d'un historique des charges réellement payées par l'AGRAF. En effet, l'attribution d'une prime pour les médailles du travail n'est pas prévue par la convention collective de la restauration dont relève l'AGRAF, mais a été actée par une décision de la Présidence de l'AGRAF en date du 5 février 2002. Les provisions pour litiges prud'homaux concernant les dossiers de JOVET (120 000 €), JOURDA (71 000 €) et BONASERA (2 300 €).

2.2.3. Avances clients-dépôts usagers

Le montant du compte «Avances clients-dépôts Usagers» correspond au solde des cartes usagers au 31 décembre 2022 (dépôts reçus des clients diminués des ventes de l'exercice) et s'élève à 428 859 €.

2.2.4. Dettes

L'ensemble des dettes de l'AGRAF est à échéance de moins d'un an.

2.2.5. Charges à payer

Les montants des charges à payer se décomposent comme suit :

Fournisseurs factures non parvenues	233 331 €
Personnel (provisions CP/RTT)	1 585 062 €
Autres dettes sociales et fiscales	390 701 €
Impôt à payer sur les intérêts de livret	1 338 €

2.2.6. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 4 219 765 € au 31 décembre 2022.

Ils se décomposent comme suit par exercice :

▪ au titre des exercices précédents :	2 834 165 €
▪ au titre de l'exercice 2022	1 385 600 €

Puis comme suit par nature de poste :

- Travaux, achat de matériel et mobilier Saint Sulpice :	760 893 €
- Création co-working Diderot :	31 640 €
- Mise en œuvre de la loi EGALIM :	1 009 947 €
- Rénovation restaurant Chevaleret :	2 278 981 €
- Réfection espace cafétéria vauban :	-21 116 €
- Travaux Créteil, Sully et Paganini :	95 471 €
- Club création toilette client :	19 592 €
- Diderot agrandissement chambre froide :	44 357 €

Ces montants seront repris en déduction de la subvention de fonctionnement, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. Ventilation du chiffre d'affaires clients

Ventilation du Chiffre d'Affaires Clients	Montant HT	
Repas Self	5 818 853	
Suppléments repas Self	26 013	
Boissons Self	88 604	
Prestations Self subventionnées		5 933 469
Repas Autres administrations	474 431	
Participation employeur	715 511	
Conventions		1 189 942
Prestations cocktails, buffets, réunions	437 423	
Prestations cafétérias	267 256	
Prestations Distribution Automatique	144 808	
Prestations sandwichs	220 729	
Prestations sandwichs H.D.M	133 898	
Prestations repas "Le Club"	109 916	
Prestations repas "Club Ephémère"	13 379	
Facturations diverses	450	
Produits des activités annexes		1 327 859
VENTES ET PRODUCTION VENDUE		8 451 270

3.2. Subventions d'exploitation

Les subventions reçues au titre de l'exercice 2022 s'élèvent à 13 377 294 € et se décomposent de la façon suivante :

▪ Subvention de fonctionnement	12 470 400 €
▪ Subvention interministérielle MINEFI	878 672 €
▪ Autres subventions reçues	28 222 €

3.3. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation 561 978 € sont principalement constitués par :

- la dotation aux amortissements + VNC (1) :	467 769 €
- les 50 % du PCA Covid (183 K€) non reporté :	91 500 €

(1) changement de méthode de comptabilisation car était précédemment comptabilisé en produits exceptionnels sur capital sans retraitement de l'exercice précédent

3.4. Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à 5 710 €. Ce montant correspond aux intérêts du compte du livret OBNI Triplex ouvert au Crédit Mutuel, et qui présente un solde au 31 décembre 2022 de 12 005 710 €.

3.5. Produits et charges exceptionnels / Transfert de Charges

Les produits exceptionnels d'un montant de 133 155 € sont constitués de :

▪ pertes de cartes	4 246 €
▪ pénalités sur marché	27 410 €
▪ autres produits exceptionnels (50 % du PCA COVID de 183 K€)	91 500 €
▪ divers	9 999 €

3.6. Mise à disposition de moyens par le ministère

3.6.1. Services administratifs du siège

Outre les personnels salariés de l'AGRAF, les services administratifs du siège de l'association comportent aussi des personnels fonctionnaires. Ils y sont affectés en position de mise à disposition. Au sein de l'AGRAF, les personnels fonctionnaires pour l'exercice représentent un budget de 111 069 €, qui a fait l'objet d'une facturation correspondante par le ministère.

3.6.2. Mise à disposition des locaux par le ministère

Les locaux des restaurants et les équipements qui y sont attachés sont mis à la disposition de l'association par le ministère dans le cadre de conventions. L'AGRAF n'est pas en mesure de déterminer le montant de la mise à disposition des locaux par le ministère, en raison de l'extrême difficulté à l'évaluer.

3.6.3. Contributions volontaires

Il s'agit là des estimations des moyens matériels et aides en nature mis à disposition par le ministère pour l'AGRAF, ce sont donc des dépenses valorisées et non remboursées :

Fonctions support de l'administration centrale (Téléphone, logistique, informatique, GRH)	10 246 €
--	----------

3.7. Personnel

3.7.1. Charges de personnel

En 2022, les charges de Personnel représentent 10 575 909 € dont 111 069 € pour la mise à disposition des fonctionnaires du siège, soit 2 agents au titre de l'exercice.

3.7.2. Ventilation de l'effectif moyen du personnel AGRAF en 2022

	SIEGE			ÉTABLISSEMENTS			TOTAL		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Cadres CDI	5.44	4.79	10.23	5.07	1.00	6.07	10.51	5.79	16.30
Cadres CDD	0.00	0.79	0.79	0.08	0.00	0.08	0.08	0.79	0.87
Agents de maîtrise CDI	2.50	1.47	3.97	8.76	0.19	8.95	11.26	1.66	12.92
Agents de maîtrise CDD	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Employés CDI	0.00	6.00	6.00	113.72	103.01	216.73	113.63	109.19	222.82
Employés CDD	0.00	0.96	0.96	2.81	0.97	3.78	2.87	1.77	4.64
TOTAL	7.94	14.01	21.95	130.44	105.17	235.61	138.35	119.20	257.55

3.7.3. Engagements de retraite

Le montant des engagements de l'AGRAF en matière de retraite s'élève à 1 448 548 € chargé.

La méthode utilisée pour calculer ce montant prend comme base les indemnités auxquelles pourraient prétendre, le jour de leur départ à la retraite à l'âge de 65 ans, les salariés entrant dans l'effectif de l'AGRAF au 31 décembre 2022. Elle tient compte des paramètres suivants :

- La probabilité de présence dans l'entreprise (taux de turn-over soit 6,04 %) ;
- La probabilité de survie calculée en fonction du sexe et de l'âge actuel de chaque collaborateur concerné ;
- Le taux de charges patronales réellement constaté pour chaque salarié en 2022.

3.7.4. Engagements décès

La mise en place à compter du 1^{er} février 2009 de la mutuelle, accompagnée du bénéfice d'une garantie décès pour les salariés de l'AGRAF ayant plus de six mois d'ancienneté a modifié les règles de calcul.

Sachant que les engagements en matière de décès pour l'AGRAF ne concernent donc plus que les salariés ayant moins de six mois d'ancienneté, le montant des engagements de l'AGRAF en matière de décès est nul.

3.7.5. Information sur les rémunérations

Les membres du comité de direction (Président, Vice-Présidente et Trésorier) ne perçoivent aucune rémunération (salaires, primes, avantages en nature) au titre de leur fonction.

Evènement postérieur à l'exercice

Néant